



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
20 décembre 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 19 décembre 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 6 août 2002 (S/2002/900).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par l'Italie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

**Lettre datée du 17 décembre 2002, adressée au Président  
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution  
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
par le Représentant permanent de l'Italie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Suite à votre lettre du 15 juillet 2002, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport complémentaire fourni par les autorités italiennes compétentes sur la situation actuelle en ce qui concerne l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

(Signé) Sergio Vento

## Pièce jointe

### **Rapport complémentaire présenté par l'Italie au Comité contre le terrorisme de l'Organisation des Nations Unies**

#### **Paragraphe 1**

##### **Alinéa a)**

**Un groupe de travail ad hoc a été créé en vue d'accélérer la procédure de ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et d'examiner les modifications à apporter à la législation italienne. Le Comité souhaiterait connaître l'état d'avancement de ces modifications.**

Veuillez trouver la réponse ci-après [(par. 3, alinéa d)].

**En tant que membre du G-20, l'Italie s'est engagée à mettre fin à toute utilisation abusive des réseaux bancaires informels. Veuillez indiquer les modifications qui ont été ou seront apportées en conséquence à la législation italienne.**

Les réseaux bancaires qu'il est convenu d'appeler informels constituent l'une des sources de financement des organisations terroristes. On pense en effet que, grâce à ces réseaux clandestins, elles sont à même de réunir et de transférer de fortes sommes d'argent. Fondé sur la confiance mutuelle, le système est connu sous diverses appellations selon les pays : banque « hawala » au Royaume-Uni, en Inde et au Pakistan, système « hundi » au Moyen-Orient, banque « chiti » en Asie, banque « chop shop » en Chine et système des « stash houses » aux États-Unis et en Amérique latine. Quelle que soit son appellation, il permet de virer d'énormes sommes d'argent d'un pays à l'autre en évitant les filières habituelles, sans laisser la moindre trace et surtout sans qu'il y ait effectivement mouvement des capitaux. Ces réseaux fonctionnent à peu de choses près comme les réseaux officiels, à ceci près que toutes leurs opérations sont clandestines.

Il est donc très probable que ces « systèmes alternatifs » permettent le transfert de liquidités dans des pays politiquement trop instables pour que leur structure financière fonctionne efficacement. Par ailleurs, les entités qui les gèrent touchent de très fortes commissions (contre l'assurance que l'argent parviendra sans encombre au destinataire) qu'il leur est loisible d'employer en partie ou en totalité à financer des organisations terroristes. Enfin, il y a lieu de penser que les mesures visant à réprimer le blanchiment de l'argent dans le cadre du système bancaire officiel sont une véritable aubaine pour les réseaux informels de par leur effet sur la concurrence. Ainsi, un immigré clandestin dépourvu de papiers d'identité ou tout simplement d'un titre de séjour, hésitera à recourir au système financier officiel pour virer de l'argent dans son pays puisque tous les pays occidentaux ou presque exigent une pièce d'identité pour un virement à l'étranger.

Selon toute probabilité, soit cet immigré utilisera le système bancaire officiel par le truchement d'un ami (vraisemblablement un service de transfert de fonds), soit il recourra au réseau financier clandestin mis en place par sa collectivité. Il existe donc un rapport étroit entre le phénomène de l'immigration clandestine – extrêmement important à l'heure actuelle – et des pratiques financières abusives

et/ou des opérations bancaires illégales très complexes. Il convient de noter à cet égard que la Guardia di Finanza (GdF) – police financière italienne – mène actuellement une enquête approfondie sur tous les aspects de la question.

**Veuillez donner au Comité copie des directives données au « Comité pour la coordination des renseignements sur les actifs financiers ».**

Depuis sa création, le Comité pour la coordination des renseignements sur les actifs financiers s'est efforcé d'articuler le suivi du fonctionnement du système mis en place pour réprimer le financement illicite du terrorisme sur les principales conclusions du Comité de sécurité financière (CSF), présidé par le Directeur général du Trésor. Ont participé à ses travaux des représentants des Ministères de l'économie et des finances, des affaires étrangères et de l'industrie ainsi que des services de renseignements.

Le Comité est entré en opération le 4 mars 2002. Il se réunit tous les mois pour examiner les transactions financières liées au terrorisme, notamment l'exportation de produits à double usage et les risques éventuels d'infiltration des acheteurs de matériaux chimiques, biologiques et radiologiques liés à la menace de type non classique par des groupes terroristes. Il a ainsi pu apporter une contribution spécifique aux travaux des organisations internationales, en les aidant à évaluer les terroristes (particuliers ou groupes) dont le nom figure sur les listes de l'ONU et en participant à l'établissement, par l'Union européenne, de listes de personnes ou d'entités dont les avoirs devraient être gelés. Le rôle du Comité a donc été d'encourager toutes les entités économiques et financières ainsi que les services de renseignements à échanger des informations en toute confidentialité afin d'élaborer et mettre en place une stratégie opérationnelle commune.

**Quelles sont les peines prévues en cas de violation des réglementations européennes visant à réprimer le financement du terrorisme?**

L'article 2 du décret-loi 369/01, promulgué en tant que loi No 431 le 14 décembre 2001, sanctionne tous les actes perpétrés en violation des réglementations adoptées par le Conseil de l'Union européenne, ce qui est également conforme à la résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, et les rend nuls et non avenue. Toute infraction donne lieu à une peine d'amende administrative dont le montant ne peut être inférieur à la moitié de la valeur de la transaction et ne peut dépasser deux fois cette valeur. Les intermédiaires financiers et les compagnies d'assurance sont par ailleurs tenus de notifier au Ministère de l'économie et des finances le montant des fonds bloqués ou la valeur de toute autre ressource financière gelée dans les 30 jours suivant la date de création dudit fond ou de ladite ressource, faute de quoi, si l'infraction n'est pas de nature criminelle, ils sont passibles d'une amende administrative.

Il convient de noter à cet égard qu'en Italie, la surveillance des circuits financiers est l'occasion d'un remaniement de la législation nationale en fonction de l'actualisation continue des instruments de coopération internationale. Au moment où elle adoptait des mesures visant à criminaliser le blanchiment de l'argent<sup>1</sup>, l'Italie a incorporé dans sa législation nationale les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI)<sup>2</sup> et la directive 91/308 de l'Union européenne. En ce qui concerne cette directive, le décret-loi 153/97 dispose que tous les renseignements reçus des intermédiaires financiers, précédemment adressés aux chefs de police provinciaux (questori) qui les communiquaient au chef de la force de police et au

Groupe spécial chargé de la police monétaire (Nucleo Speciale Polizia Valutaria ou NSPV) de la GdF sont maintenant centralisés au sein de l'Ufficio Italiano dei Cambi (UIC) – Office des changes italien<sup>3</sup>. Après analyse financière des éléments concernés, l'UIC fait suivre les notifications, accompagnées de ses propres rapports, à la NSPV et à la Direction chargée de la lutte contre la mafia (DIA). Pour assurer la coordination des activités et éviter doubles emplois et chevauchements entre la GdF et la DIA, les deux entités ont signé un memorandum d'accord, aux termes duquel la DIA s'occupe des infractions liées à la mafia, et la GdF des autres.

Le GAFI a accueilli avec satisfaction les mesures adoptées conformément à ces réglementations pour lutter contre le blanchiment de l'argent et les a jugées efficaces. Dans son rapport de 1998 sur l'Italie, il a souligné qu'il faisait sens de limiter à deux le nombre d'entités chargées de réprimer ces activités au moyen d'enquêtes financières et s'est félicité des liens de coopération qui unissaient de longue date l'UIC et la NSPV. Un tel arrangement permet d'éviter nombre des problèmes de coordination auxquels se heurtent les pays où la répression du blanchiment de l'argent est le fait de plusieurs organismes d'enquête différents. Enfin, en juin 2001, à la séance plénière qu'il a consacrée à l'état d'avancement des mesures prises par les différents pays membres du Groupe sur les plans législatif et opérationnel pour parer aux risques probables de blanchiment d'argent à l'occasion de l'introduction de l'euro, le GAFI a à nouveau jugé la réglementation adoptée par l'Italie particulièrement adaptée et conforme aux normes suggérées dans ses recommandations.

En outre, le décret-loi 374 du 25 septembre 1999 a élargi la portée de la loi No 197/91 aux entreprises qui, sans effectuer de transactions financières elles-mêmes, pourraient néanmoins être utilisées aux fins du blanchiment de l'argent<sup>4</sup>. Cette disposition n'est pas encore entrée en vigueur parce qu'on n'a pas fini d'élaborer la réglementation interdépartementale voulue. Le système mis en place pour déceler et signaler les transactions suspectes a par ailleurs été complété par un certain nombre d'autres mesures destinées à permettre la surveillance des opérations en devises dans les deux sens entre l'Italie et l'étranger. La question – après que la loi No 455 du 21 octobre 1988 eut décriminalisé les infractions monétaires et que la directive 88/361/CEE levant toutes restrictions des mouvements de capitaux entre résidents des États membres, eut été incorporée dans la législation italienne – a été réglementée par la loi No 227 du 4 août 1990 qui a introduit ce qu'il est convenu d'appeler le système des filières officielles pour les transactions portant sur des sommes supérieures à 20 millions de liras, en exigeant que celles-ci transitent par les banques et les intermédiaires financiers. Le décret-loi No 125 du 30 avril 1997 a par la suite remplacé ce système par l'obligation de déclarer à l'UIC tout transfert d'argent d'une valeur supérieure à 20 millions de liras.

Les mesures de lutte contre le blanchiment de l'argent ont encore été complétées par l'institution du Registre des comptes et dépôts, en application de l'article 4 de la section 20 de la loi No 413 du 30 décembre 1991. Un groupe de travail ad hoc du Ministère de l'économie et des finances s'emploie actuellement à définir les caractéristiques organisationnelles structurelles et réglementaires de ce nouveau régime. Toutes ces mesures seront mises en oeuvre par diverses institutions et entités gouvernementales selon leurs compétences propres, au nombre desquelles la GdF.

**Alinéa c)**

**Il est dit dans le rapport que « les banques et les intermédiaires financiers » ont reçu pour instruction de notifier sans tarder à l'UIC « toute opération ou relation d'affaires se rapportant au financement du terrorisme ». Veuillez expliquer ce qui recouvre le mot « relation d'affaires » et comment la législation italienne définit le terme « intermédiaire financier ».**

En application de la réglementation adoptée par l'UIC le 9 novembre 2001 pour préciser les modalités de la répression du financement du terrorisme, les banques et autres intermédiaires financiers sont tenus de lui notifier toutes transactions, relations d'affaires ou autre information disponible se rapportant au financement des activités de personnes ou d'entités dont le nom figure sur les listes diffusées par l'UIC. Le terme « relations d'affaires » doit évidemment s'entendre au sens le plus large possible et recouvre donc les comptes courants, comptes de dépôt et toute autre relation d'affaires à caractère continu, avec le titulaire ou avec une personne nommément désignée, en liquide ou en valeurs, de quelque montant que ce soit, comme indiqué dans le décret ministériel 19.12.91 qui précise les modalités d'application de la loi No 197/91.

Dans le système italien, les « intermédiaires financiers » sont les entités énumérées à la section 2 de la loi No 197/91 (administrations publiques, banques, compagnies d'assurance, sociétés fiduciaires, etc., notamment tous les intermédiaires dont le rôle principal est d'accorder des prêts, d'acquérir des participations, d'effectuer des opérations de change, d'encaisser de l'argent, d'effectuer des paiements et d'assurer le transferts de fonds). Il convient de rappeler que la présente liste est à présent partiellement caduque et qu'elle est également moins complète que celle donnée dans les réglementations entrées en vigueur depuis 1991; en outre, la nouvelle directive communautaire 97/2001/CE sur la répression du blanchiment de l'argent a également introduit un certain nombre d'amendements dans ce domaine et fixé à juin 2003 la date limite à laquelle tous les États membres doivent avoir mis à jour leur liste d'intermédiaires financiers.

**Dans ce contexte, de quelles pénalités sont passibles les intermédiaires financiers qui ne notifient pas ces « opérations et relations d'affaires » à l'UIC dans les délais prescrits?**

Un intermédiaire qui ne notifierait pas à l'UIC toute opération et relation d'affaires liées au financement du terrorisme serait passible d'une amende administrative d'un montant qui peut aller jusqu'à la moitié de la valeur des transactions concernées au titre de la section 5 de la loi No 197/91<sup>5</sup>.

**Veuillez indiquer la base légale sur laquelle l'UIC s'appuie pour ordonner le gel des fonds appartenant à des personnes ou à des entités dont les noms ne figurent pas sur les listes jointes aux actes législatifs de l'Union européenne mais apparaissent sur d'autres listes publiées sur son propre site Web (<[www.uic.it/liste/terrorismo.htm](http://www.uic.it/liste/terrorismo.htm)>).**

Lorsque l'UIC signale des opérations suspectes à des fins de répression du blanchiment de l'argent, ses activités tirent leur légitimité des dispositions du décret-loi 153 du 26 mai 1997. Se prévalant de son indépendance fonctionnelle, organisationnelle et opérationnelle (confirmée par la section 3 *ter* de la loi No 197/91 introduite par le décret-loi susmentionné 153/97), l'UIC a publié sous forme de circulaire, le 22 août 1997, ses propres instructions touchant la

communication d'information sur les opérations suspectes, qui s'appliquent maintenant aussi aux infractions liées au financement du terrorisme. En outre, il a publié des instructions (circulaire en date du 9 novembre 2001, publiée au Journal Officiel No 266 du 15 novembre 2001) quant aux aspects financiers de la lutte contre le terrorisme, en particulier en demandant aux banques et autres intermédiaires financiers de signaler les opérations, relations d'affaires ou toute autre information disponible liées aux personnes dont les noms figurent sur les listes qu'il publie, y compris sur l'Internet. Ce cadre de référence légal a été par la suite défini de façon systématique par la section 3 *ter* de la loi No 73 du 23 avril 2002, laquelle a intégré dans la section 1 du décret-loi 369/2001 une sous-section 4 *bis* disposant que « les pouvoirs de l'UIC et de la NSPV aux termes des dispositions actuelles visant les mesures préventives contre l'utilisation des systèmes financiers à des fins de blanchiment de l'argent sont exercés par les entités mêmes qui sont responsables de la répression du financement du terrorisme international ».

**Quelles mesures l'Italie a-t-elle prises ou envisage-t-elle de prendre pour geler les fonds ou autres avoirs ou ressources économiques d'une personne ou d'une entité qui appuierait le terrorisme en Italie ou dans tout autre pays de l'Union européenne?**

Grâce à son expérience de la lutte contre le terrorisme et au grand nombre de lois et réglementations dont elle s'est dotée au fil des années, l'Italie a pu réagir rapidement aux événements du 11 septembre 2001. Elle a mis la dernière main à sa législation et amélioré ses procédures opérationnelles qui sont maintenant tout à fait efficaces. Réprimer le financement du terrorisme est une priorité fondamentale et grâce au CSF, l'Italie a pu intervenir utilement et dans les meilleurs délais pour bloquer les avoirs des personnes ou entités qui se livrent au terrorisme, s'acquittant ainsi pleinement des obligations qui lui incombent aux termes de la résolution 1390 (2002) du Conseil de sécurité, et appliquer le mécanisme de sanctions mis en place par l'Union européenne. Le CSF est l'organe chargé de rédiger les propositions de l'Italie visant l'inscription du nom de terroristes individuels ou de groupes terroristes sur la liste tenue par l'ONU (en application de la résolution 1267 (1999) et des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité) ainsi que sur la liste de l'Union européenne (en application de la réglementation 2580/2001 et conformément à la position commune 931/2001). Dans le cadre des fonctions spéciales qui lui ont été confiées, il a réuni les renseignements dont disposaient les administrations publiques, en dérogation de la loi sur le secret d'État, et prié l'UIC, la Commission de bourse (CONSOB) et la GdF de mener de nouvelles enquêtes pour vérifier les allégations portées contre les personnes ou groupes dont on se proposait d'ajouter le nom sur ces listes.

L'Italie entretient des liens étroits avec les entités qui, dans d'autres pays, s'acquittent de fonctions semblables et a contribué activement à la rédaction de la liste commune des pays du G-7, ainsi qu'à celle d'une liste commune avec les États-Unis; ces deux listes ont été présentées au Conseil de sécurité de l'ONU en application de la résolution 1390 (2002). Selon la dernière mise à jour, qui remonte au 11 septembre 2002, 70 comptes appartenant à 70 personnes ont été gelés, pour un montant total de 483 000 euros.

Il a fallu adopter des mesures ad hoc pour répondre aux demandes tendant à geler les avoirs de personnes ou entités dont la situation n'était pas prévue par la réglementation communautaire. Certains instruments administratifs ont par ailleurs

permis de saisir à titre préventif des fonds dont il y avait lieu de penser qu'ils appartenaient à des terroristes. Selon la législation italienne, il est possible en outre de recourir à un ordre de saisie pour geler les avoirs économiques et ressources financières qui répondraient à ce critère. L'ordre de saisie peut porter sur n'importe quel avoir ou n'importe quelle ressource, pour autant que cet avoir ou cette ressource a un rapport avec des activités délictueuses faisant l'objet d'une enquête criminelle ou d'une procédure pénale. Selon les données actualisées communiquées directement au CSF par les bureaux des ministères publics italiens qui ont recouru à ces mesures, des avoirs d'une valeur totale de plus de 4 millions d'euros ont ainsi été saisis jusqu'ici.

Une innovation très importante grâce à laquelle l'Italie jouera un rôle de pionnier au sein de l'Union européenne est le projet de loi précisant les modalités du gel des avoirs non financiers; cette loi résoudra un certain nombre de problèmes, dont la nécessité de déterminer l'entité chargée de bloquer ces avoirs et la procédure à suivre, ainsi que la question du gardiennage et de la gestion des avoirs gelés. On ne peut réprimer efficacement le blanchiment de l'argent que si on s'attaque aussi à ses aspects non financiers et l'Italie mettra son expérience à la disposition de ses partenaires internationaux.

#### Alinéa d)

**Comment le système de surveillance financière permet-il de s'assurer que les fonds reçus par des associations ne sont pas détournés de l'objectif déclaré de ces associations pour être affectés à des activités terroristes?**

À l'heure actuelle, il n'existe pas de dispositions couvrant précisément le détournement de fonds à des fins terroristes par quelque type d'association que ce soit, hormis la réglementation générale applicable au blanchiment de l'argent lorsque les fonds sont acheminés par des banques ou autres intermédiaires financiers requis d'identifier les parties et d'enregistrer les transactions dont le montant dépasse une certaine valeur ainsi que toutes opérations et transactions suspectes quelles qu'elles soient.

## Paragraphe 2

#### Alinéa a)

**La directive 91/477/CEE du Conseil européen impose à l'Italie, comme à tous les autres États membres de l'Union européenne, l'obligation de n'autoriser à acquérir certaines catégories d'armes que les personnes ayant un motif valable et n'étant pas susceptibles de présenter un danger pour l'ordre public ou la sécurité publique. Le Comité souhaiterait des précisions sur ce que recouvre le terme « motif valable » dans ce contexte en Italie ainsi que sur la procédure permettant de déterminer qu'une personne présente un danger pour l'ordre public ou la sécurité publique.**

La directive 91/477/CEE, relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes au sein de la Communauté – directive qui a été intégrée dans la législation italienne par les décrets-lois No 521 du 30 décembre 1992 et No 635 du 30 octobre 1996 – classe les armes en quatre catégories : la catégorie A comprend les armes à feu interdites, à savoir les armes de guerre auxquelles les dispositions de



la directive ne s'appliquent pas; la catégorie B comprend les armes à feu soumises à autorisation; les catégories C et D comprennent les armes à feu simplement soumises à déclaration. Telle que transposée dans la législation italienne, la directive est plus restrictive qu'elle ne l'est au niveau communautaire; en effet, selon le droit italien, les armes de catégories C et D, à savoir celles qui, selon la directive 91/477/CEE doivent simplement faire l'objet d'une déclaration pour pouvoir être acquises ou transférées, appartiennent désormais à la catégorie B, c'est-à-dire qu'elles doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale pour pouvoir être fabriquées, importées, exportées, récupérées à des fins commerciales ou industrielles et vendues. En outre, en ce qui concerne le permis de port d'armes à des fins d'autodéfense, qui ne peut évidemment pas s'appliquer à des armes de la catégorie A (armes interdites), le demandeur doit apporter la preuve qu'il a un besoin manifeste et un motif légitime et l'autorité concernée a l'obligation de vérifier, au cas par cas, à la fois l'existence du besoin et la légitimité du motif. Les dispositions communes des sections 11 et 43 de la loi sur la sécurité publique (approuvées par le décret royal 773 du 18 juin 1931) prescrivent que la police ne peut accorder de permis de port d'armes à quiconque aurait été reconnu coupable d'une infraction commise délibérément ou avec préméditation et condamné de ce fait à plus de trois ans de prison ou détenu pour des motifs de sécurité ou connu pour être un récidiviste ou un criminel invétéré ou pour posséder des tendances criminelles ou quiconque aurait été reconnu coupable de crimes contre l'État ou d'atteintes à l'ordre du public ou de crimes contre la personne accompagnés de violences, ou de vol, cambriolage, chantage, enlèvement à des fins de vol ou de chantage, ou violences ou résistance à une arrestation.

**Veillez expliquer comment l'Italie fait face au problème du recrutement de membres de groupes terroristes, tant en Italie qu'à l'étranger, sur la base de l'article 270 *bis* du Code pénal?**

« Le recrutement de membres de groupes terroristes » est une infraction prévue par l'article 270 *bis* du Code pénal. Ce recrutement est en effet un des moyens de « promouvoir, constituer et organiser » un complot, y compris international, à des fins de terrorisme. Il en découle qu'il constitue en soi (que d'autres infractions aient ou non été commises) une infraction réprimée par l'article 270 *bis* du Code pénal. Lorsqu'une enquête sur des activités de recrutement de ce type est diligentée, tous les instruments d'investigation introduits par le décret-loi No 374/2001 (décrit au paragraphe 2 a) du premier rapport de l'Italie au Comité contre le terrorisme) peuvent être utilisés.

La question du recrutement de membres de groupes terroristes est régie en droit positif par une loi bien définie, la loi No 210 du 12 mai 1995, qui a ratifié la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires adoptée le 4 décembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies et lui a donné effet. Cette loi rend expressément passible d'une peine quiconque recrute des individus en vue de les inciter à commettre les infractions prévues à l'article 3 de la loi (dans ce cas précis, la participation à des actions violentes visant à porter atteinte à l'ordre constitutionnel ou l'intégrité territoriale d'un État étranger) dans deux cas : a) lorsqu'une infraction a été commise à l'étranger par un Italien; b) lorsqu'une infraction a été commise à l'étranger par un étranger qui, à ce moment-là, se trouve en Italie et dont

l'extradition n'a pas été accordée ou acceptée. Les peines prévues vont de quatre à 14 ans d'emprisonnement.

Le nouveau texte de l'article 270 *bis* du Code pénal (tel que modifié par la loi No 438 du 15 décembre 2001) est de portée plus générale et rend passible d'une peine quiconque favorise, constitue, organise, administre ou finance un complot à des fins de terrorisme, y compris de terrorisme international. Il appartient donc aux tribunaux de décider d'appliquer ou non cette disposition pénale au recrutement. Eu égard au principe de la territorialité du droit pénal, cette disposition rend les tribunaux italiens pleinement compétents pour juger toutes les infractions commises en Italie, et permet aussi de juger et de condamner quiconque a commis des actes de terrorisme à l'étranger ou, aux termes de l'article 7 du Code pénal, a commis des crimes contre l'État italien.

#### **Alinéa b)**

#### **Quelles sont les institutions chargées en Italie d'alerter rapidement les autres États et quelles mesures ont été prises à cet égard?**

Les échanges de renseignements et donc la transmission d'informations urgentes concernant la sécurité nationale d'autres États est de la compétence de la Direction centrale de la police préventive (*Direzione Centrale della Polizia di Prevenzione*) au nom du Département de la sécurité publique. Cette direction est le point de contact national du Groupe de travail de la police sur le terrorisme qui comprend actuellement 21 pays (les 15 pays de l'Union européenne plus la Suisse, la Norvège, la Pologne, la République tchèque, la Slovénie, la Slovaquie et la Hongrie) et qui utilise un système crypté pour l'échange direct de renseignements. Les renseignements sont communiqués aux autres pays, ceux qui n'ont pas ce contact direct avec le groupe via Interpol, ou Europol dans le cas des États membres de l'Union européenne.

Il faut se souvenir des « points de contact antiterroristes » mis en place par la Conférence des pays de la Méditerranée occidentale (à savoir l'Italie, le Portugal, l'Algérie, la France, l'Espagne, le Maroc, la Tunisie, la Libye et Malte) et du Partenariat euroméditerranéen, auquel les 15 pays de l'Union européenne participent aux côtés de 12 pays méditerranéens (Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité palestinienne).

Dans le secteur du renseignement, les relations avec les États étrangers relèvent des Services de renseignement et de sécurité.

#### **Veuillez donner au Comité contre le terrorisme des informations sur le mécanisme de coopération interservices entre les autorités chargées de la lutte contre les stupéfiants, de la surveillance financière et de la sécurité, en particulier sur les contrôles aux frontières visant à empêcher les terroristes de se déplacer librement.**

En ce qui concerne les contrôles aux frontières, l'Italie utilise toujours le système du « Registre frontalier » sous ses diverses formes (4R : refoulement; 5R : fouille par les douanes; 6R : rapport de surveillance confidentiel; 7R : identification), en particulier pour ce qui est du contrôle aux frontières extérieures de l'Espace Schengen (pour l'Italie, la Suisse et la Slovénie). Avec l'adhésion de l'Italie aux Accords de Schengen, le système de Schengen est aussi utilisé aux mêmes fins par le biais des articles 95 (arrestation), 96 (refoulement) et 97 (contrôle

douanier et identification) sur l'ensemble des territoires des pays membres du groupe de Schengen.

La police des frontières, qui est tenue de contrôler quiconque pénètre dans l'Espace Schengen aux points d'entrée autorisés, à la capacité opérationnelle d'identifier toute personne faisant l'objet d'un avis de recherche ou d'une mesure de police judiciaire, ou qui est liée au terrorisme. La procédure utilisée pour ces contrôles est le SIS (Système d'information de Schengen) qui est un système de coopération opérationnelle immédiate faisant appel à la banque de données commune que tous les pays partenaires peuvent consulter.

#### **Alinéa c)**

**Au moyen de quels critères l'Italie définit-elle les « régions les plus sensibles » et les « pays les plus sensibles », des expressions qui figurent à l'alinéa 2 c) a) du rapport?**

S'agissant de la sécurité aérienne, le Programme national de sécurité élaboré par le Comité interdépartemental pour la sécurité introduit la notion de « vol "sensible" ». On entend par ce terme les vols reliant des pays desquels il est possible qu'une menace terroriste puisse émaner, ou des pays considérés comme risquant d'être la cible d'attaques terroristes. Les États en question figurent sur une liste (de « pays sensibles »), dont la mise à jour et la révision est prévue dans le cadre du Programme.

La notion de « pays sensible » est également importante, bien que les conditions et les buts soient différents, pour la délivrance de visas et de permis frontaliers. Des consultations avec les autorités centrales chargées de la sécurité sont nécessaires pour ce qui est des nationaux venant d'un certain nombre de pays dont les États de Schengen considèrent qu'ils méritent attention du point de vue de la sécurité nationale.

#### **Alinéa e)**

**Veillez expliquer comment le droit italien réprime les actes terroristes commis contre des étrangers, en particulier lorsque ces actes sont commis à l'étranger.**

**Les tribunaux italiens sont-ils compétents pour connaître des faits délictueux des types suivants : actes commis hors d'Italie par un national ou un résident habituel de l'Italie (que cette personne soit ou non actuellement présente en Italie); actes commis à l'étranger par un étranger qui se trouve actuellement en Italie?**

La compétence de l'Italie pour connaître des actes de terrorisme commis en Italie ou à l'étranger par des Italiens ou des étrangers est régie par les règles générales du Code pénal. Il n'y a de règle particulière qu'en ce qui concerne les crimes politiques commis à l'étranger, mais l'État italien ne considère plus les actes de terrorisme comme des infractions politiques.

Sur la base des règles générales, les actes de terrorisme commis contre des Italiens en territoire italien sont régis par l'article 6 du Code pénal (principe de la territorialité du droit pénal). Un acte de terrorisme est réputé avoir été commis sur le territoire de l'Italie lorsque cet acte a été commis ou a produit des effets totalement

ou même partiellement en territoire italien (quand, par exemple, des armes sont fournies en Italie pour la commission d'un acte terroriste à l'étranger).

Les actes de terrorisme commis contre des étrangers à l'étranger peuvent être jugés par les tribunaux italiens si l'accusé est un ressortissant italien dans la mesure où il se trouve en territoire italien. Si, à l'inverse, l'auteur de l'acte terroriste est un étranger, les tribunaux italiens ne sont compétents que si l'acte a été commis contre l'État italien ou contre un ressortissant italien. Dans le cadre de ce système, la compétence de l'Italie dépend de la nationalité et non de la résidence. Ceci signifie que la résidence habituelle en Italie d'un étranger qui a commis un acte de terrorisme à l'étranger ne donne pas compétence aux tribunaux italiens (sauf si la condition générale susmentionnée est remplie, à savoir que l'acte a été commis contre l'État italien ou contre un ressortissant italien).

**Alinéa f)**

**L'existence d'un accord ou d'un arrangement bilatéral ou multilatéral est-elle une condition de la fourniture par l'Italie d'une aide judiciaire à d'autres pays, comme l'exige cet alinéa?**

**Quels sont les délais légaux dans lesquels une demande d'assistance judiciaire aux fins d'une enquête ou instance pénales (en particulier celles qui ont trait au financement ou au soutien d'actes de terrorisme) doit être satisfaite et combien de temps faut-il en moyenne et en pratique pour donner effet à une telle demande en Italie?**

L'existence d'accords bilatéraux et, en l'absence de tels accords, d'accords multilatéraux régissant l'entraide judiciaire en matière pénale et l'extradition n'est pas une condition *sine qua non* de la coopération judiciaire en matière pénale. De fait, la coopération repose aussi sur les principes de la « courtoisie internationale » et de la réciprocité, et la procédure interne est régie par les règles du Code de procédure pénale.

D'une manière générale, les demandes d'assistance judiciaire en matière pénale doivent être présentées sur la base des conventions, multilatérales ou bilatérales, régissant la matière. En l'absence de convention, une coopération se noue sur la base des principes de la courtoisie internationale et de la réciprocité, par la voie diplomatique. La demande doit être accompagnée des documents exigés par la convention ou l'accord qui lie l'Italie au pays dont émane la demande. Il est difficile de dire combien de temps exactement il faut pour satisfaire une demande, car cela dépend de la complexité de la procédure et de la voie par laquelle la demande est transmise, et varie selon qu'elle est ou non présentée sur la base du principe de la courtoisie internationale et de la réciprocité, et selon que la procédure interne est ou non régie par les dispositions du Code de procédure pénale.

**Alinéa g)**

**Comment l'Italie a-t-elle établi ou entend-elle établir des contrôles à ses frontières et ports maritimes afin d'empêcher les mouvements des personnes impliquées ou soupçonnées d'être impliquées dans des actes de terrorisme?**

Étant donné que jusqu'ici les enquêtes et les instances judiciaires n'ont au jour aucune preuve de l'existence de liens étroits entre l'immigration illégale, au moins sous ses formes principales (par la mer et par voie terrestre) et le terrorisme, les

contrôles sont effectués dans les ports selon les règles nationales et conformément aux procédures définies dans le *Manuel commun pour les frontières de Schengen* et aux décisions du Comité exécutif de Schengen.

Pour ce qui est du trafic d'immigrants illégaux par mer, il est notoire que l'Italie est résolue à combattre ce phénomène, et elle utilise pour ce faire sa marine, ses autorités portuaires (*Capitaneria di Porto*) et toutes les forces de police. Tous les immigrants illégaux, sans aucune distinction quelle qu'elle soit, sont photographiés et leurs empreintes digitales recueillies, et ils sont déportés du territoire italien ou, s'ils demandent l'asile politique, se voient accorder des permis de séjour ou sont rapatriés dans leur pays d'origine lorsque l'Italie a conclu un accord à cet effet. Il existe aussi une coopération étroite pour l'échange de renseignements et la conduite d'opérations conjointes entre les organisations locales chargées de la lutte contre le terrorisme et du renseignement (DIGOS) et la police des frontières maritimes.

Enfin, les transports de marchandises sont également surveillés, et les gardes frontière jouent un rôle opérationnel majeur à cet égard. Les principales opérations consistent notamment à vérifier les marchandises lorsqu'elles sortent des zones douanières en les analysant de manière systématique et approfondie, en prenant des mesures vigoureuses et en procédant à des enquêtes ciblées localement. Comme d'une manière générale il faut que le commerce international soit rationalisé, rapide et fluide, une autre approche consiste à utiliser des technologies modernes qui permettent de contrôler rapidement et efficacement les conteneurs sans avoir à les ouvrir. À cet égard, les gardes frontière, dans le cadre d'un vaste programme d'opérations visant à garantir « la sécurité du développement de l'Italie méridionale », a acquis sept systèmes mobiles (le modèle Silhouette Scan) pour procéder aux contrôles radiographiques des conteneurs et des véhicules de fort tonnage à l'aide d'un scannage aux rayons X permettant d'inspecter le contenu des cargaisons. Ce système est utilisé avec d'excellents résultats pour contrôler les camions bâchés, les véhicules réfrigérés, les camions-citernes, les semi-remorques, les camions conteneurs et tous les gros véhicules qui, en raison des modalités du transport ou de leurs caractéristiques techniques, ne peuvent être inspectés avec des moyens traditionnels ou ne peuvent l'être qu'avec d'extrêmes difficultés.

De plus, l'Italie a conclu un accord avec les États-Unis sur l'« Initiative relative à la sécurité des conteneurs », un système dont il faut espérer qu'il sera étendu à tous les États membres de l'Union européenne.

**Veillez fournir au Comité contre le terrorisme dans quelle mesure la « falsification de documents d'entrée et de séjour » est érigée en infraction.**

Dans le domaine de la lutte contre l'immigration illégale au sens large du terme, la loi No 189 du 30 juillet 2002 portant modification de la loi relative à l'immigration et à l'asile a érigé en infraction le fait de falsifier ou d'altérer un permis de séjour, un contrat de séjour, une carte de résidence ou tout document pouvant être utilisé pour la délivrance de l'un quelconque de ces documents (par exemple un passeport ou un visa). Cette nouvelle infraction est plus sévèrement réprimée (de un à six ans d'emprisonnement) que celle prévue pour la contrefaçon dans le Code pénal.

Actuellement, le droit pénal italien ne prévoit pas expressément l'infraction de « falsification de documents d'entrée et de séjour ». Cette infraction peut néanmoins faire l'objet de poursuites en application des dispositions du titre VII du livre II du

Code pénal relatif aux atteintes à la confiance publique et en particulier de l'article 482 (falsification matérielle commise par des personnes privées), qui prévoit une peine d'emprisonnement de deux ans et huit mois à six ans et huit mois pour divers types d'infractions relevant de cette catégorie.

### Paragraphe 3

#### Alinéa a)

**Veuillez expliquer comment l'Italie entend donner effet à cet alinéa, en particulier en ce qui concerne l'utilisation par les groupes terroristes des technologies de la communication, étant donné que les articles 4 et 5 du décret-loi 374/2001 prévoient la possibilité d'écoutes téléphoniques préventives et d'interception des communications.**

S'agissant des écoutes téléphoniques, la législation antiterroriste (loi No 438 de 2001) étend à la matière deux dispositions qui ont été appliquées avec succès dans la lutte contre le crime organisé. Elles permettent d'utiliser des outils d'enquête plus souples. La première disposition relève de ce que l'on pourrait appeler la phase « judiciaire » de l'enquête, alors que la seconde a un caractère préventif ou anticipateur et relève des enquêtes menées à des fins préventives ou pour collecter des renseignements ou informations.

Pour ce qui est des écoutes « judiciaires » (qui nécessitent une ordonnance du juge d'instruction), l'article 3 de la loi prévoit que par exception aux règles régissant normalement les écoutes en vertu des articles 266 et suivants du Code pénal, s'agissant d'infractions liées au terrorisme (article 266 *bis* du Code pénal) ou visées à l'article 270 *ter* du Code pénal (complicité par aide ou assistance à d'autres malfaiteurs dans le cadre d'un complot), les écoutes peuvent aussi être autorisées lorsqu'il y a suffisamment de preuves *prima facie* de la culpabilité (et non, comme pour les autres infractions, de fortes preuves de la culpabilité) et à la condition que ces écoutes soient nécessaires (et non indispensables) pour pouvoir poursuivre l'enquête.

L'interception de communications et l'écoute des conversations dans les maisons privées peuvent être autorisées sans qu'il y ait de bonnes raisons de penser que des activités criminelles s'y déroulent. À ce stade, celui de l'« enquête préliminaire » prévue à l'article 266 *bis* du Code de procédure pénale, il est aussi possible, avec l'autorisation du tribunal, de pénétrer dans des systèmes ou réseaux informatiques ou d'intercepter des échanges de données entre plusieurs systèmes.

Des règles différentes, dont la portée est différente, s'appliquent aux écoutes et interceptions « préventives » visées à l'article 5 de la loi No 438/2001 qui a donné effet au décret-loi No 374/2001. Ces nouvelles dispositions permettent d'intercepter des communications ou d'écouter des échanges par ordinateur ou des conversations pour obtenir des informations en vue d'empêcher la commission d'infractions à des fins de terrorisme, et permettent d'utiliser cet outil de collecte de l'information durant la période qui précède la commission effective de l'infraction, dès lors que deux conditions sont remplies : la découverte lors de l'enquête de preuves qui justifient l'action anticipée et une évaluation du procureur attestant que celle-ci était nécessaire. Les deux types d'interception de communications diffèrent dans leur but : la loi dispose expressément qu'aucune preuve obtenue dans le cadre d'une

interception « préventive » ne peut être utilisée dans une instance pénale ni mentionnée dans un rapport d'enquête ou une déposition, ni être révélée d'aucune autre manière. La situation est tout à fait différente en cas d'interception autorisée par le tribunal, car cette forme d'interception est l'instrument utilisé pour réunir des preuves qui seront produites dans le cadre d'un procès pénal.

#### **Alinéa c)**

**Avec quels autres pays l'Italie a-t-elle conclu des accords antiterroristes autres que ceux énumérés sous l'alinéa 3 c) du rapport? Un accord a-t-il été conclu avec la Jamahiriya arabe libyenne?**

Après la présentation du premier rapport de l'Italie au Comité contre le terrorisme, les accords ci-après ont été soit signés soit négociés (ceux-ci ont déjà été mentionnés dans le rapport de l'Italie au Comité en ce qui concerne l'assistance technique et financière aux fins de lutter contre le terrorisme) :

**Iran.** Outre le Mémorandum d'accord contre le trafic illicite des drogues signé à Rome le 10 mars 1999, un accord de coopération en matière de sécurité a été signé à Rome le 31 octobre 2002.

**Lettonie.** La négociation de l'Accord de coopération dans la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et le trafic des drogues est bien avancée.

**Slovaquie.** Un Accord de coopération dans la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et le trafic des drogues a été signé le 19 avril 2002.

**Libye.** L'Accord de coopération dans la lutte contre le crime organisé, le terrorisme, le trafic des drogues et l'immigration illégale (signé à Rome le 13 décembre 2000) a été ratifié par les deux parties et devrait entrer bientôt en vigueur.

**Le Comité contre le terrorisme souhaiterait savoir avec quels pays l'Italie a conclu des traités bilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire.**

On trouvera ci-après la liste des traités d'extradition par lesquels l'Italie est liée.

#### **Argentine**

Traité d'extradition, signé le 9 décembre 1987

#### **Autriche**

Traité d'extradition, signé le 2 août 1985

Convention d'extradition, signée le 6 avril 1922

Convention supplémentaire à la Convention d'extradition du 6 avril 1922, signée le 26 mars 1934

Accord supplémentaire à la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et accord visant à faciliter son application, signés le 20 novembre 1973

**Bahamas**

Échange de notes visant à maintenir la Convention d'extradition italo-britannique du 5 février 1873 en vigueur, signé le 7 août 1980

**Belgique**

Convention d'extradition, signée le 15 janvier 1875

Déclaration portant amendement de l'article 16 de la Convention du 15 janvier 1875, signée le 10 mars 1879

Déclaration portant amendement de la Convention d'extradition du 15 janvier 1875, signée le 30 décembre 1881

Déclaration portant amendement de la Convention d'extradition du 15 janvier 1875, signée le 28 janvier 1929

**Bolivie**

Traité d'amitié et d'extradition, ensemble une déclaration, signé le 18 octobre 1890

Échange de notes portant amendement de l'article 3 du Traité d'amitié et d'extradition du 18 octobre 1890, signé le 24 mars 1967

**Brésil**

Traité d'extradition, signé le 17 octobre 1989

**Canada**

Traité d'extradition, signé le 6 mai 1981

**Conseil de l'Europe**

Convention européenne d'extradition (24), signée le 13 décembre 1957

Deuxième protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition (98), signé le 17 mars 1978

Convention sur le transfèrement des condamnés (112), signée le 21 mars 1983

**Costa Rica**

Convention d'extradition, signée le 6 avril 1873

**Cuba**

Traité d'extradition, signé le 4 octobre 1928

Échange de notes sur l'interprétation de l'article 4 du Traité d'extradition du 4 octobre 1928, signé le 2 mars 1932

**El Salvador**

Traité d'extradition, signé le 29 mars 1871



**États-Unis d'Amérique**

Traité d'extradition, signé le 13 octobre 1983

**Finlande**

Traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale, signé le 10 juillet 1929

**France**

Convention d'extradition, signée le 12 mai 1870

Déclaration précisant le sens de l'article premier (23) de la Convention d'extradition du 12 mai 1970, signée le 16 juillet 1873

**Hongrie**

Convention d'entraide judiciaire en matière pénale et d'extradition, signée le 26 mai 1977

**Kenya**

Échange de notes confirmant la Convention italo-britannique d'extradition du 5 février 1873, signé le 8 décembre 1967

**Liban**

Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et pénale et à l'exécution des jugements et sentences arbitrales et des ordonnances d'extradition, signée le 10 juillet 1970

**Luxembourg**

Convention d'extradition, signée le 25 octobre 1878

**Malte**

Accord d'extradition relatif aux personnes reconnues coupables de certains crimes, signé le 3 mai 1863

Convention italo-britannique d'extradition, signée le 1er avril 1873

Accord d'extradition, signé le 13 octobre 1880

**Maroc**

Convention d'entraide judiciaire pour l'exécution des jugements et ordonnances d'extradition, signée le 12 février 1971

**Mexique**

Convention d'extradition, signée le 22 mai 1899

**Monaco**

Convention d'extradition, signée le 26 mars 1866

Déclaration portant modification de l'article 14 de la Convention d'extradition du 26 mars 1866, signée le 19 décembre 1896

**Nouvelle-Zélande**

Convention italo-britannique d'extradition, signée le 5 février 1873

**Paraguay**

Traité d'extradition, signé le 19 mars 1997

**Pays-Bas**

Convention d'extradition, signée le 28 mai 1897

**Pérou**

Traité sur le transfèrement des condamnés et des mineurs faisant l'objet d'un traitement particulier, signé le 24 novembre 1994

**Pologne**

Traité d'extradition, signé le 28 avril 1989

**Portugal**

Traité d'extradition, signé le 18 mars 1878

**République fédérale d'Allemagne**

Échange de notes visant à réglementer à titre temporaire l'application d'un certain nombre de dispositions de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, signé le 18 juillet 1972

Accord supplémentaire visant à faciliter l'application de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, signé le 24 octobre 1979

**Singapour**

Convention italo-britannique d'extradition, signée le 5 février 1973

**Sri Lanka**

Convention italo-britannique d'extradition, signée le 5 février 1873

**Tunisie**

Convention sur l'entraide judiciaire en matières civile, commerciale et pénale, la reconnaissance et l'exécution des jugements et sentences arbitrales et l'extradition, signée le 15 novembre 1967

**Union européenne**

Accord entre les États membres des communautés européennes relatif à la simplification et la modernisation de la transmission des demandes d'extradition, signé le 26 mai 1989

**Uruguay**

Convention d'extradition, signée le 14 avril 1879

**Venezuela**

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale, signé le 23 août 1930

**Yougoslavie**

Convention d'extradition, signée le 6 avril 1922

Par ailleurs, l'Italie est entrée en contact ou a ouvert des négociations avec une douzaine de pays en vue de conclure de nouveaux accords d'extradition.

**Alinéa d)**

**S'agissant des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, le Comité contre le terrorisme souhaiterait être informé des mesures prises en vue de :**

**– Devenir partie aux instruments auxquels l'Italie n'est pas encore partie**

Après avoir soumis le premier rapport au Comité contre le terrorisme à la fin de l'année dernière, l'Italie a déposé auprès de l'OACI, le 26 septembre 2002, son instrument d'adhésion à la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection. Cette convention, qui avait été ouverte à la signature à Montréal le 1er mars 1991, a pris effet en Italie le 25 novembre 2002.

L'Italie est aussi partie à 10 des 12 conventions internationales sur la lutte contre le terrorisme, à l'exclusion de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, qui se trouvent désormais au stade final du processus de ratification. Étant donné qu'en Italie, les lois portant ratification ne donnent pas seulement plein effet aux conventions, mais comportent aussi des dispositions en vue de modifier la législation nationale pour l'harmoniser complètement avec les dispositions de ces instruments internationaux, l'Italie rendra compte de leur teneur exacte lorsque les processus de ratification auront été menés à bien.

**– Promulguer la législation et prendre d'autres dispositions nécessaires pour mettre en oeuvre les instruments auxquels l'Italie est devenue partie**

Les conventions multilatérales contre le terrorisme auxquelles l'Italie est partie, à savoir les 10 premières Conventions des Nations Unies et la Convention européenne pour la répression du terrorisme, énoncent essentiellement les obligations destinées à criminaliser certains délits. Des dispositions plus détaillées, en particulier en matière de coopération et de prévention judiciaire au plan international, sont énoncées dans les deux dernières en date des conventions des

Nations Unies. Afin de mettre en oeuvre ces conventions, l'Italie a institué dans sa législation deux nouveaux délits, ou a modifié la législation existante lorsqu'elle était jugée insuffisante. Le cadre général du droit pénal écrit dans lequel les conventions sont appliquées comprend les délits de droit commun et les délits au sujet desquels il est expressément tenu compte des motifs terroristes qui les inspirent. La première catégorie de délits comprend en particulier tous ceux qui comportent des éléments de violence contre des biens matériels ou des personnes, et plus particulièrement ceux dirigés contre les organes constitutionnels, les chefs du Gouvernement national et les chefs d'État étrangers ainsi que les représentants d'États étrangers (art. 289, 295 et 298 du Code pénal). La deuxième catégorie de délits est visée en particulier par l'article 270 *bis* (tel que modifié par la loi No 438/2001) sur les associations qui ont pour mission le terrorisme, y compris le terrorisme international, et la subversion de l'ordre démocratique, l'article 280 sur les attentats à des fins terroristes ou subversives et l'article 289 *bis* sur les enlèvements à des fins terroristes ou subversives.

**Alinéa e)**

**Les infractions visées dans les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme sont-elles considérées comme passibles d'extradition dans les traités bilatéraux auxquels l'Italie est partie?**

À l'exception d'un accord entre la République italienne et la République socialiste de Tchécoslovaquie signé à Prague le 6 décembre 1985, qui porte sur l'octroi d'une assistance judiciaire dans les affaires civiles et pénales et dans lequel l'article 3 vise les délits terroristes dans les transports aériens, accord qui est entré en vigueur en Italie, il n'existe aucun autre accord bilatéral d'extradition pour les actes de terrorisme. Les infractions qui ouvrent droit à une demande d'extradition comprennent toutefois les actes terroristes. Il est donc possible de demander l'extradition pour un acte terroriste lorsque l'une et l'autre parties estiment que cet acte relève de la définition d'une infraction pénale.

La formule généralement utilisée est la suivante : 1) Les personnes ci-après peuvent être extradées : a) celles qui sont jugées pour des délits passibles, en vertu des lois des parties contractantes, d'une peine maximale de prison de deux ans ou plus; b) celles qui ont été condamnées en dernier recours par les tribunaux de l'État demandeur à une peine de prison qui ne doit pas être inférieure à six mois, en cas de délit qui tombe sous le coup des lois des deux parties contractantes; 2) Lorsque la demande d'extradition porte sur plus d'un délit, dont certains ne sont pas soumis aux conditions susmentionnées pour la durée de la peine, la partie contractante à laquelle la demande est adressée peut autoriser l'extradition pour l'ensemble des délits commis.

**Alinéa f)**

**Veillez définir les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 380 du Code de procédure pénale dans la mesure où elles ont une incidence sur l'application de cet alinéa.**

La référence aux paragraphes 1 et 2 de l'article 380 du Code de procédure pénale doit être interprétée comme signifiant qu'il n'est pas possible d'admettre en Italie un ressortissant étranger qui se propose de demander le statut de réfugié lorsque la police des frontières a établi que le demandeur a déjà été reconnu

coupable d'un délit en Italie : pour un délit commis avec préméditation ou dans une intention criminelle que la loi punit d'une peine de prison à vie ou d'une peine de cinq ans au minimum et de 20 ans au maximum (par. 1 de l'article 380 du Code de procédure pénale); ou, en dehors des limites de peine indiquées plus haut, une personne qui a été reconnue coupable de l'un des délits visés au paragraphe 2 de l'article 380 du Code de procédure pénale. Cela comprend une large gamme de délits, à savoir délits dirigés contre la personnalité de l'État (ce qui englobe les actes terroristes), prostitution et pornographie impliquant des enfants, vols aggravés, délits portant sur des armes (y compris les armes de guerre ou les éléments qui les composent, les explosifs et les armes illégales) et les complots organisés par la mafia.

**Alinéa g)**

**L'alinéa g) du paragraphe 3 de la résolution demande aux États de veiller « à ce que la revendication de motivations politiques ne soit pas considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés ». Veuillez préciser la manière dont l'Italie se propose de donner suite à cette disposition, compte tenu du paragraphe 4 de l'article 10 et du paragraphe 2 de l'article 26 de sa Constitution.**

Le paragraphe 4 de l'article 10 et le paragraphe 2 de l'article 26 de la Constitution italienne excluent la possibilité d'extradition pour des délits d'ordre politique. Toutefois, conformément à la jurisprudence établie en Italie, les actes de terrorisme graves ne constituent pas des délits politiques, mais des délits contre le droit fondamental à la vie et à l'intégrité physique. Par conséquent, dans les accords bilatéraux conclus par l'Italie, tous les délits envisagés dans les conventions internationales sur le terrorisme peuvent justifier une demande d'extradition.

**Dans ce contexte, veuillez préciser si la réserve formulée par l'Italie au sujet de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, signée à Strasbourg le 17 janvier 1977, demeure valable à l'égard des États parties à ladite Convention et indiquer si cette réserve correspond au traitement que l'Italie applique aux autres États.**

Il y a lieu de noter en ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 10 et le paragraphe 2 de l'article 26 de la Constitution, aux termes desquels il est interdit d'invoquer des crimes d'ordre politique à des fins d'extradition, qu'il est de longue date accepté dans la jurisprudence italienne que cette disposition ne peut être interprétée comme s'appliquant à des actes de terrorisme dirigés contre des citoyens sans défense. En effet, selon l'opinion dominante, les droits fondamentaux à la vie et à l'intégrité physique doivent être pris en considération. La réserve que l'Italie a formulée au sujet de la Convention européenne sur la répression du terrorisme signée à Strasbourg le 27 janvier 1977 reste donc valable et s'applique aux autres États Membres<sup>6</sup>.

## Paragraphe 4

### **L'Italie a-t-elle répondu aux différentes préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution?**

L'Italie suit de façon permanente la question des liens entre le terrorisme international et les activités criminelles énumérées au paragraphe 4 de la résolution 1373. À cet égard, le trafic d'êtres humains revêt une importance particulière, car il est étroitement lié à d'autres activités de la criminalité organisée telles que la contrebande, le trafic d'armes, le trafic de drogues et l'exploitation de la prostitution. Par ailleurs, il est évident que l'arrivée en Italie d'une foule innombrable de personnes, souvent sans pièces d'identité comporte des risques d'infiltration par des individus appartenant à des organisations terroristes. L'Italie qui forme un pont naturel dans la Méditerranée avec l'Afrique, les Balkans et l'Orient, représente la frontière européenne extérieure la plus vulnérable et la question de la lutte contre l'immigration illicite est une priorité à la fois pour la sécurité intérieure et pour la politique étrangère de l'Italie.

L'action bilatérale menée par l'Italie avec les pays d'origine et de transit (par. 2 de l'article premier de la nouvelle loi sur l'immigration) permet d'évaluer la coopération fournie par des pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne dans la lutte contre l'immigration illégale ainsi que les phénomènes liés à la criminalité organisée et au respect des règles de sécurité de la navigation, et d'en tenir compte. Cela étant, il est indispensable de poursuivre plus avant certaines initiatives qui ont été lancées avec différents pays et qui, dans de nombreux cas, ont donné de bons résultats. S'agissant des pays qui se livrent, ou qui risquent de se livrer, au trafic illicite de migrants par la voie maritime, une action diplomatique a été menée pour sensibiliser tous les États à la nécessité de veiller à l'application des règles internationales applicables à la sécurité de la navigation (principe dit du « contrôle des navires par l'État du port ») à tous les navires qui quittent leurs ports ou leurs côtes. Depuis 1997, l'Italie s'emploie par la voie diplomatique à élaborer des règles internationales afin de lutter contre le trafic et le transport d'immigrants illégaux par la mer, ce qui a conduit à l'adoption par l'Organisation des Nations Unies du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, qui constitue une annexe à la Convention des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée, signée à Palerme en décembre 2000.

La question de la lutte contre l'immigration illégale constitue également un élément central des nouveaux textes législatifs promulgués dans la loi sur l'immigration. Tous les rouages de l'expulsion administrative ont été entièrement revus afin d'accroître les garanties d'exécution de l'ordre d'expulsion. Sur le plan de la justice pénale, les lois contre la complicité dans le trafic d'êtres humains ont été renforcées, avec réduction de peines pour les personnes qui coopèrent avec la police et les tribunaux. Le Ministère de l'intérieur coordonne les contrôles aux frontières, tandis que la marine italienne peut aussi participer au contrôle de la navigation. Des modifications ont également été apportées à la loi qui régit le droit d'asile afin d'éviter les demandes qui visent uniquement à éviter l'expulsion. Désormais, on photographie et on prend les empreintes digitales des ressortissants étrangers qui demandent un permis de séjour ou le renouvellement d'un permis de séjour.

Par ailleurs, l'Italie a demandé que la question de l'immigration illégale soit placée en tête de l'ordre du jour de l'Union européenne et de ses États membres. Les conclusions du Conseil européen qui a eu lieu à Séville correspondent dans l'ensemble à la position de l'Italie. Le Conseil a en effet adressé un message clair au sujet des visas, des accords de réadmission, des règles d'expulsion et de rapatriement, et de l'adoption de lois pour lutter contre les organisations qui se livrent à ce trafic illégal. Les objectifs fixés pour le contrôle des frontières communes correspondent essentiellement à ceux que l'Italie avait proposés dans l'étude de faisabilité sur les forces de police des frontières européennes qu'elle a présentée. S'agissant des relations avec des pays tiers, les résultats ont aussi été positifs et se sont traduits par l'inclusion dans les accords de coopération d'une clause sur les migrations.

## Questions diverses

**L'Italie pourrait-elle fournir un organigramme des structures administratives (police, contrôle de l'immigration, douanes, service de l'impôt et des contrôles financiers) mises en place pour appliquer les lois, règlements et autres documents considérés comme contribuant à assurer le respect de cette résolution.**

À cet égard, il convient tout d'abord de souligner le rôle joué par le Comité de sécurité financière qui, comme l'a montré de manière détaillée le premier rapport soumis au Comité contre le terrorisme à la fin de l'année dernière, était chargé de surveiller toutes les activités liées au financement du terrorisme et avait pouvoir pour le faire. Pour donner un exemple des caractéristiques pratiques de son fonctionnement et de l'attention accordée à l'Organisation des Nations Unies à cet égard, il suffira de rappeler que c'est ce comité qui avait pris l'initiative des propositions qui ont été présentées par l'Italie afin de compléter la liste des individus et des organisations terroristes aux termes de la résolution 1390.

S'agissant de mesures de contrôle, il convient de souligner le rôle du Ministère de l'intérieur, et plus particulièrement du Département de la sécurité publique, qui est chargé de :

- Faire appliquer la politique sur la sécurité et l'ordre publics;
- Coordonner les aspects techniques et opérationnels des forces de police;
- Diriger et administrer la *Polizia di Stato* (Force de police nationale);
- Diriger et administrer les services techniques d'appui, ce qui consiste également à appliquer les directives générales du Ministère de l'intérieur.

Le Département se subdivise en directions et bureaux centraux ayant le même rang, qui entretiennent aussi des liens interservices conformément aux critères et procédures structurels définis par la loi. À cet égard, les forces de police chargées des opérations anticipées/préventives ont une importance de premier plan. Ces forces sont hautement spécialisées et comprennent, à l'échelon central, la direction centrale de surveillance anticipée, qui fait partie du Département de la sécurité publique et, à l'échelon local, les bureaux DIGOS qui fonctionnent à la *Questura* (Direction provinciale de la police).

À l'heure actuelle, l'action anticipée/préventive et les services de l'ordre s'intéressent principalement aux entités ci-après :

- Organisations terroristes nationales et internationales;
- Organisations subversives ayant notamment pour objectif l'incitation à la division et à la violence pour des motifs raciaux, ethniques, nationaux ou religieux;
- Associations qui s'emploient à détruire l'intégrité, l'indépendance et l'unité de l'État, ou à renverser l'ordre constitutionnel par des moyens interdits par la loi;
- Groupes extrémistes qui encouragent la subversion sociale en ayant recours à la violence et à des pratiques illégales;
- Organisations militaires ou paramilitaires;
- Crimes contre l'administration publique chaque fois que ce phénomène, tout comme le caractère systématique et la gravité des crimes commis, revêtent une telle ampleur qu'ils portent atteinte à la crédibilité et au fonctionnement des institutions;
- Immigration illégale et trafic international d'armes faisant intervenir des organisations terroristes nationales et internationales;
- Associations secrètes;
- Organisations sectaires et congrégations ayant des objectifs illégaux;
- Terrorisme informatique;
- « Violence de groupe » fondée sur des idéologies caractérisées par des agressions systématiques;
- Actes illégaux commis par des groupes organisés lors de manifestations sportives;
- Autres infractions qui, même indirectement, peuvent compromettre la défense et la sécurité de l'État, la protection des libertés et l'exercice des droits des citoyens, ainsi que la sécurité et l'ordre publics.

La Direction générale de la police criminelle (*Direzione Generale della Polizia Criminale*) est également importante et a les fonctions suivantes :

- Coordination des enquêtes de la police judiciaire à l'échelon national, en particulier pour rechercher et capturer des fugitifs dangereux et des membres d'organisations criminelles de la mafia;
- Collecte, analyse et traitement de données et de renseignements relatifs aux crimes les plus graves;
- Coopération internationale avec des pays étrangers pour lutter contre la criminalité organisée par le biais d'échanges de renseignements ainsi que de stratégies et de procédures opérationnelles visant à lutter contre les formes les plus graves de la criminalité transnationale (trafic de drogues, blanchiment d'argent, trafic de véhicules, fausse monnaie, délits informatiques et environnementaux);



- Prise en main des individus qui témoignent contre leurs complices;
- Coordination à l'échelon national des règles générales de surveillance anticipée et d'application des lois;
- Appui technique et scientifique aux services d'enquête et aux tribunaux pour l'exécution d'enquêtes qui nécessitent certaines compétences spécialisées.

À côté de ce qui précède, il convient de mentionner tout particulièrement l'article 4 de la loi No 438 du 15 décembre 2001, qui autorise notamment les services spéciaux d'enquête des Carabinieri à lutter contre le terrorisme national et international. Les Carabinieri disposent à cette fin d'un service spécialisé qui se charge de recueillir des renseignements et de mener des enquêtes, d'une part, et, d'autre part, de faire face aux situations qui exigent un haut niveau de spécialisation. Dans le premier cas, le Raggruppamento Operativo Speciale (ROS) (Groupe spécial d'opération) a été créé en 1990 pour lutter contre la criminalité organisée et le terrorisme. Ce groupe fait partie d'une structure centrale basée à Rome, dont les fonctions prioritaires sont l'analyse, la coordination et la prestation d'un appui technique et opérationnel, et qui compte 26 sections locales de lutte contre la délinquance pour lutter contre la criminalité, en collaboration avec les bureaux de district des procureurs généraux, aider les magistrats instructeurs et répondre à leurs besoins opérationnels. En particulier, l'unité de lutte contre la subversion analyse la subversion et le terrorisme, à la fois à l'échelon national et à l'échelon international, coordonne l'action des sections de lutte contre la délinquance des autres services territoriaux des Carabinieri, et conduit les enquêtes les plus importantes. Les première et deuxième unités d'enquête assurent la liaison avec les enquêtes sur la criminalité organisée, tandis que la troisième unité est uniquement chargée d'analyser et d'étudier la criminalité organisée. Enfin, l'unité technique fournit l'appui technique indispensable pour les enquêtes en utilisant le matériel le plus perfectionné, les résultats de la recherche et des travaux expérimentaux, ainsi que ceux des enquêtes sur la criminalité informatique.

À l'échelon local, les sections de lutte contre la délinquance recueillent des renseignements et mènent des enquêtes au sujet des crimes qui relèvent de la criminalité organisée, du terrorisme et de la subversion. Les services de renseignement et d'exécution de l'unité antisubversion du Groupe spécial d'opération (ROS) et des sections de lutte contre la délinquance utilisent les renseignements rassemblés à l'échelon national par les commandements provinciaux et par les 5 000 stations – « Compagnie Stazioni » – qui sont chargées de faire appliquer les lois à l'échelon local.

En dernier lieu, s'agissant du Ministère de l'intérieur, il convient de mentionner le Bureau pour la coordination et la planification des forces de police, qui cherche à répondre à la nécessité de plus en plus pressante de rationaliser les possibilités structurelles et opérationnelles des différents services de police en optimisant l'utilisation et la répartition des ressources et en intégrant l'organisation et le fonctionnement de leurs services selon un plan systématique convenu. Étant donné qu'il s'agit d'un service purement interne dont la façon particulière d'opérer consiste à travailler en contact étroit et direct avec le commandement et la direction centrale des différentes forces de police, en raison de la position spéciale qu'il occupe au sein de l'administration de la police, ce bureau peut à n'en pas douter être défini comme le noyau central de toutes les forces de police italiennes.

En ce qui concerne le contrôle de l'immigration, il convient également de rappeler qu'au sein du Ministère de l'intérieur, le Département des libertés civiles et de l'immigration a été institué pour s'acquitter des fonctions et des responsabilités de ce ministère en matière de protection des droits civils, au nombre desquels figurent l'immigration, le droit d'asile, la citoyenneté et les appartenances religieuses.

### Notes

<sup>1</sup> Le délit de blanchiment de l'argent a été introduit pour la première fois dans le Code pénal italien en 1978. À l'origine, sa portée était limitée au blanchiment d'argent ou de valeurs provenant d'un vol aggravé, d'un chantage aggravé ou d'un enlèvement à des fins de chantage. Au cours des années 80, la notion a été élargie continuellement et la loi a finalement été revue de fond en comble, en partie sous l'influence des instruments juridiques qui étaient en cours d'élaboration au niveau international dont notamment, la Déclaration de principes du Comité de Bâle, publiée par le « Comité pour les règlements bancaires et les procédures de supervision »; la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, signée à Vienne le 28 décembre 1988; la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, signée à Strasbourg le 8 novembre 1990.

Au niveau national, le délit a été d'abord redéfini selon les principes énoncés dans ces instruments par la loi No 55/90, puis par la loi No 328/93. Il recouvre maintenant le blanchiment ou le transfert d'argent, d'avoirs ou d'autres commodités résultant d'un acte délictueux non prémédité ou toute autre opération visant à empêcher la reconnaissance de l'origine criminelle du produit d'un tel acte (blanchiment d'argent B, art. 648 bis); l'utilisation dans le cadre d'activités économiques ou financières d'argent, d'actifs ou d'autres commodités d'origine frauduleuse (réutilisation, art. 648 *ter*). En particulier, la loi No 197/91 (restriction de l'utilisation de liquidités) comporte des dispositions visant à prévenir l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment d'argent. Pour résumer brièvement, ces dispositions sont les suivantes : interdiction de transférer de particulier à particulier des liquidités ou des titres au porteur ou des titres autres que nominatifs autrement que par le biais d'intermédiaires financiers qualifiés (banques, SIMs, compagnies d'assurance et autres intermédiaires et courtiers soumis à supervision); obligation faite à tous les intermédiaires financiers, qu'ils soient ou non qualifiés et autorisés à effectuer des transactions en liquide, à identifier les clients procédant à des opérations d'un montant supérieur à 20 millions de lires, à archiver les données concernant ces opérations dans une base de données informatisée unique et à notifier aux autorités toutes opérations suspectes.

<sup>2</sup> Principale autorité supranationale en matière de répression du blanchiment d'argent international, mise en place avec l'OCDE et à laquelle appartiennent 29 pays, dont l'Italie.

<sup>3</sup> À l'heure actuelle, en application des sections 150 et 151 de la loi No 388 du 23 décembre 2000, l'UIC offre des services consultatifs au Parlement et au Gouvernement concernant la prévention et la répression des délits financiers et économiques; c'est à elle qu'il incombe de centraliser les informations financières conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 2 de la décision 2000/642/GAI du Conseil de l'Union européenne en date du 23 octobre 2000, qui régit la coopération entre les services de renseignements financiers des États membres en matière d'échange d'informations.

<sup>4</sup> Les catégories indiquées sont les suivantes : recouvrement de prêts au bénéfice de tiers; gardiennage et transport de liquidités et de valeurs faisant appel à un service de sécurité privé; transport de liquidités et de valeurs sans gardes de sécurité privés; courtage en valeurs; achat-vente d'antiquités; ventes aux enchères et commerce d'art (galeries); commerce de l'or (importation et exportation comprises) à des fins industrielles ou à titre d'investissement; fabrication, courtage et commerce d'objets précieux (exportation et importation comprises);

gestion de casinos; fabrication d'objets de valeur par des sociétés d'artisanat; courtage en prêts; cabinets de gestion financière; agences d'assurance; sociétés de promotion financière.

<sup>5</sup> Décret interdépartemental du 27 avril 1990.

<sup>6</sup> Réserve faite lors de la signature, le 27 janvier 1977, et confirmée lors du dépôt de l'instrument de ratification, le 28 février 1986 – original : français.

L'Italie déclare qu'elle se réserve le droit de refuser l'extradition, ainsi que l'entraide judiciaire, en ce qui concerne toute infraction énumérée dans l'article premier qu'elle considère comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques; dans ces cas, l'Italie s'engage à prendre dûment en considération, lors de l'évaluation du caractère de l'infraction, son caractère de particulière gravité, y compris :

- a) Qu'elle a créé un danger collectif pour la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes; ou bien
- b) Qu'elle a atteint des personnes étrangères aux mobiles qui l'ont inspirée; ou bien
- c) Que des moyens cruels ou perfides ont été utilisés pour sa réalisation;
- d) Période d'effet : 01/06/86 – la déclaration ci-dessus vise le(s) article(s) :

Promulguer les textes législatifs et prendre les autres dispositions nécessaires pour mettre en oeuvre les instruments auxquels l'Italie est devenue partie.

---